

CONFIDENTIEL

QUESTIONS FINANCIÈRES

LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE
DE L'ALLEMAGNE (1).

Le Gouvernement allemand a pris récemment la décision de renoncer à l'usage de l'article 48 de la Constitution, lui conférant des pouvoirs extraordinaires en cas de crise et dont il avait fait usage pour mener à leur fin les réformes monétaires.

Le Reich et les Etats fédéraux intéressés ont conclu un accord relatif à l'achèvement du Mittelland Canal, qui permettra d'amener les produits agricoles de Pologne et de Prusse orientale vers la Rhénanie. L'exécution de ce travail mettra fin à une querelle divisant depuis 1886 les Junkers, agrariens, et les industriels et ouvriers des régions de fabriques. Dans son livre sur les « Méthodes allemandes d'expansion économique », M. Paul de Rousiers en retrace les péripéties et signale que l'ex-empereur Guillaume II, favorable au tracé et au creusement du canal, avait été jusqu'à menacer d'abdiquer si le travail n'était pas exécuté. Cette impériale menace n'avait pas fait céder les agrariens et l'expérience prouva qu'ils avaient eu raison de ne pas s'en inquiéter outre mesure.

Cet immense travail contribuera à fournir de l'occupation aux chômeurs: sous ce rapport, la situation de l'Allemagne est peu favorable et les personnes compétentes n'espèrent aucune amélioration avant l'hiver.

Le mouvement des chômeurs publiquement soutenus est le suivant:

1925	Février I.	593.024
	Juillet I.	195.000
1926	Mars I.	1.056.179
	Juin I.	1.744.539
	Juillet I.	1.742.567

Les chiffres de cette année montrent que le chômage

prend un caractère permanent et les plans du Gouvernement pour y remédier devront évidemment en tenir compte:

400 millions de marks pour l'exécution de travaux publics ont été prélevés sur le budget extraordinaire, mais un crédit supplémentaire de 600 millions de marks est nécessaire, dont 200 millions pour la construction d'habitations. Cette dernière somme sera sans doute obtenue par l'escompte de bons du Trésor à trois ans. En outre, un crédit de 100 millions de marks devra être consacré à l'exécution de travaux aux lignes de chemins de fer: construction de ponts et éventuellement électrification. En juin dernier, la Société des Chemins de fer allemands a émis un emprunt de 150 millions de marks d'actions privilégiées, qui a été employé en partie à l'électrification des lignes de la banlieue de Berlin. Elle a passé en outre des ordres considérables en matériel et en locomotives.

Le premier trimestre (avril-mai-juin) de la nouvelle année fiscale a révélé une situation plus favorable que l'on ne pensait:

BUDGET ORDINAIRE.

	Millions Reichsmarks.
Recettes:	
Provenant d'impositions	1.455,3
— de recettes administratives, etc.	68,7
Total	1.524,0
Dépenses:	
Administration	1.043,9
Paiements de réparations	46,1
Subventions aux Etats et municipalités	511,0
Total	1.601,0
Déficit du Trésor	77,0
Utilisation d'un tiers des excédents de 1924,	
1925	91,8
Excédent	14,8

(1) Cfr. *Bulletin* n° 6, du 15 juillet 1926, p. 137, et précédents.

BUDGET EXTRAORDINAIRE.

Recettes	0,6
Dépenses:	
Charges de guerre et frais généraux d'administration	52,4
Paiements de réparations	64,1
Total	116,5
A couvrir par l'emprunt	115,9
Recettes supplémentaires pour l'année fiscale 1925	33,7
Dépenses supplémentaires pour l'année fiscale 1925	193,9

Le marché de l'argent demeure favorable. A fin juillet, des débiteurs présentant toutes garanties pouvaient obtenir de l'argent à vue à 3 p. c. ; à un mois, à 5 p. c. L'emprunt prussien 6 1/2 p. c. de 40 millions de marks a été plusieurs fois souscrit. Les banques, ne trouvant pas de placement à court terme, ont acheté des devises étrangères. L'échéance de fin de mois n'a pas provoqué de tension digne de remarque. L'argent à vue est cependant passé à 4 1/2 et 6 1/2 p. c., et celui à un mois à 5 1/2 et 6 1/2 p. c.

La Banque d'Escompte-or, qui a déjà avancé 250 millions de marks à l'agriculture, serait disposée à accorder de nouveaux crédits d'un montant total de 100 millions de marks, pour des termes variant de trois à cinq ans, afin de permettre aux fermiers de convertir en hypothèques leurs dettes en banques.

Depuis deux ans, l'agriculture allemande traverse une crise: au cours des années 1924 et 1925, elle a dû faire appel à des crédits individuels provenant principalement d'institutions publiques. Ces avances n'ont pu être remboursées en 1925 et, au contraire, la mise en terre de la récolte de 1926 a entraîné la conclusion de nouveaux emprunts à court terme. La nécessité se fait sentir de transformer ces emprunts en prêts hypothécaires à long terme, forme qui convient mieux à l'agriculture allemande. En tout cas, le financement de la récolte actuelle, qui s'annonce comme étant d'un bon rendement, ne cause pas de difficultés sérieuses et les agriculteurs peuvent obtenir des emprunts à court terme à 8 et 8 1/2 p. c.

Les dépôts de l'ensemble des caisses d'épargne allemandes atteignaient, fin mai, 2.258 millions de marks, accumulés depuis la stabilisation. En septembre 1925, ils n'étaient que de 1.388 millions. En 1924, il s'est constitué 2.665 millions de marks d'hypothèques urbaines, contre 705 millions en 1913. Les hypothèques rurales se sont élevées à 1.346 millions de marks, contre 787 millions en 1913. La plupart des rapports de banques hypothécaires reflètent cet accroissement qui a eu lieu malgré le bas prix des loyers. Les hypothèques en 1^{er} rang sur des propriétés urbaines se concluent à 8 et 8 1/2 p. c. Les hypothèques rurales rapportent 7 à 7 1/2 p. c. d'intérêt.

La Reichsbank a poursuivi une enquête sur les conditions bancaires et notamment sur les taux d'escompte

et d'intérêt. Elle est arrivée à la conclusion qu'en général, les plaintes n'étaient pas fondées, sauf en ce qui concerne certaines banques agricoles et caisses d'épargne soustraites à son influence.

La Bourse allemande demeure active: les valeurs de banques sont particulièrement demandées, ainsi que celles des entreprises métallurgiques et des fabriques de colorants.

L'index de la Bourse de la « Frankfurter Zeitung », pour le 31 juillet, s'élève à 102,65 contre 103,62 le 3 juillet (base: 100, 2 janv. 1925).

La situation industrielle est pleine d'intérêt.

La production charbonnière est très satisfaisante. Pour la dernière semaine de juillet, la production journalière moyenne de la Ruhr a atteint 366,596 tonnes; la moyenne journalière de 1913 s'élevait à 379.840 tonnes. Il faut tenir compte de la réduction de personnel qui s'est effectuée ces dernières années, par suite de la réorganisation de la production; de sorte que le rendement individuel s'est accru. Les mineurs de la Ruhr, se basant sur ces faits, réclament en ce moment une augmentation de salaire, dont les patrons contestent la légitimité. La controverse sera soumise à un arbitrage.

Des qualités difficiles à écouler précédemment trouvent maintenant facilement acheteur.

La situation de l'industrie métallurgique s'est améliorée. La production des sociétés affiliées au Syndicat de l'acier s'est accrue: pendant toute l'année dernière, elles ont travaillé à 65 p. c. de leur capacité; ce pourcentage a été relevé à 67 1/2 pour juillet dernier et au début du mois d'août, il est passé à 70 p. c. L'exportation de rails lourds et de matériel fixe de chemin de fer se développe. Les marchés intérieur et extérieur des barres et des tôles sont actifs.

L'exportation se développe favorablement, grâce à la grève anglaise, mais elle est entravée par le dumping franco-belge.

La politique des traités commerciaux est en progrès: les traités avec la Hollande, le Danemark, la Suède, la Finlande et la Suisse ont été ou ratifiés ou signés.

Le Syndicat international des tubes, constitué par les producteurs d'Allemagne, de France, du Luxembourg et de la Belgique a été constitué pour une durée de trois ans, à partir du 1^{er} juin 1926. Des syndicats séparés, représentant les différents groupes territoriaux, seront chargés des ventes, sans qu'un organisme central soit créé.

Le mouvement international d'accords et d'ententes ne se dessine cependant pas aussi rapidement que les Allemands le souhaitent, surtout dans l'industrie du fer.

Le Vereinigte Stahlwerke A. G. vient d'acquiescer pour 20 millions de marks les fonderies et hauts fourneaux des Aciéries Rombach (Bochum, Engers, Rendsburg). Il a également pris à bail, pour une durée de trente ans, avec option d'achat, les installations de la firme Stumm et s'était assuré, il y a quelque temps, le contrôle de la Charlottenhütte.

L'I. G. Farben Industrie A. G. projette de porter son capital à 1 milliard 100 millions de Reichsmarks, par l'émission de titres pour un montant de 454 millions de Reichsmarks (1).

La raison en est l'absorption du trust des explosifs, et notamment des firmes Köln-Rottweil, ainsi que le développement donné à la distillation du charbon par le procédé « Bergius ».

42 millions de Reichsmark seront nécessaires pour la reprise des fabriques d'explosifs. 80 millions de Reichsmarks d'actions ordinaires seront conservés pour certaines opérations non encore déterminées, mais que le « Times » du 16 août, croit relatives à des transactions avec les groupes Shell et Standard Oil, qui s'intéressent à la fabrication d'un combustible synthétique. Du reste, ces deux groupes sont déjà associés avec la I. G. Farben Industrie A. G. pour l'exploitation de la Deutsche Gasolin A. G.

L'index des prix de gros de la « Frankfurter Zei-

tung » était de 133,37 au 30 juillet, contre 134,82 au 30 juin. Le groupe des minéraux s'est relevé avec une hausse prolongée.

Les produits manufacturés sont en baisse. Leur index est à 128,69, contre 143,70 à la fin d'avril 1925 et 141,07 à la fin 1925.

Un rapport du bureau de statistique montre que l'écart existant autrefois entre les prix des produits agricoles et les produits manufacturés à disparu :

- Le Temps;*
- The Economist;*
- The Financial Times;*
- The Times;*
- Frankfurter Zeitung;*
- Revue économique internationale* : de Felcourt: « La Crise agricole allemande », juillet 1926;
- Bulletin mensuel de la Dresdner Bank*, n° 26, août 1926.

1924		1925		1926 (31-7)	
Produits industriels	Produits agricoles	Produits industriels	Produits agricoles	Produits industriels	Produits agricoles
143,4	110,4	136,4	128,0	127,5	117,9

LES PLACEMENTS DE L'ESPAGNE EN AMERIQUE LATINE.

Il n'y a pas que les capitaux américains (2) qui cherchent à se placer en Amérique latine. Le « Neptune » du 15 août publie un article de M. Delatte de Carabia intitulé « La Nouvelle conquête de l'Amérique par l'Espagne ». Cette étude expose, assez en détail, la politique de pénétration économique poursuivie par le Gouvernement espagnol dans les Etats du nouveau monde, et quelle est l'aide apportée par les grandes banques à la réalisation de ce plan.

Tout récemment, de grandes banques espagnoles ont consenti un prêt de 100,000,000 de pesetas à la Colombie. Cet emprunt avait pour but d'assurer la continuation des travaux des voies ferrées tronçales actuellement en construction dans la grande république sud-américaine, de même que l'achèvement des grandes routes interprovinciales et départementales que l'on y construit avec diligence et décision.

Ce qui a été fort remarqué, à propos de cette opération, c'est que les banques espagnoles ont fait preuve, en cette circonstance, d'un esprit politique dont il faut tenir compte pour mieux estimer ce qui

va se passer dans l'avenir, sur ce terrain des influences économiques, les seules dont il va falloir accepter les effets décisifs, dans l'avenir.

Les conditions consenties par les banques espagnoles, — lesquelles obéissaient à une suggestion du gouvernement, et, pour une politique de pénétration économique dans le nouveau continent, — furent exceptionnelles et très amicales.

Depuis un certain temps, les capitaux espagnols s'intéressent, de mieux en mieux et de plus en plus, aux affaires des pays sud-américains.

La constitution de la Compagnia Hispano-Americana de Electricidad; l'acquisition de riches mines de plomb et d'étain, dans les terres andines, furent les premiers pas, les premiers aspects du nouveau concours fraternel des dirigeants de la politique extérieure espagnole. C'est donc comme cela que, présentement, elle a souscrit un emprunt de cent millions de pesetas à la Colombie.

L'Espagne a voulu démontrer de cette façon quelle est son intention en établissant les nouveaux liens avec les nations ses filles grandies et riches d'avenir.

Elle recherche les moyens de développer ses rapports commerciaux, ses échanges, avec ces nations issues d'elle. Elle est anxieuse de leur prouver que, pour sa part, elle se trouve bien décidée à rechercher, par tous

(1) Cfr. *Bulletin* n° 2, du 17 juin 1926, p. 54.

(2) Cfr. *Bulletin* n° 8, du 5 août 1926, p. 193.

lès moyens, la compénétration des intérêts légitimement acquis entre ces nations et leur aînée.

Evidemment, ce n'est pas qu'elle se propose de tenir tête à l'envahissement du dollar ou de la livre sur toute l'étendue du continent sud-américain. Mais il est déjà question, parmi ses financiers, ses capitalistes, ses grandes institutions bancaires, de constituer un puissant organisme financier qui, avec le concours et la participation du gouvernement — aujourd'hui omnipotent, du général Primo de Rivera, — sera l'appui le plus consistant qui devra aider l'active pénétration dans le Sud-Amérique, de l'industrie et du commerce espagnols.

Cet organisme, dont le projet est à l'étude, et dont les bases semblent dès maintenant solidement établies, ne comptera pas moins de 500 millions de pesetas. Et c'est sur son intervention et par son initiative que l'exportation espagnole arrivera, assurée de toutes les facilités de crédits et moyens bancaires indispensables pour mieux et plus heureusement opérer sur ces vastes marchés, que l'expansion espagnole prétend reconquérir et dans lesquels elle aspire à garder une position enviable, dans de si fertiles et fructueux milieux.

L'action de pénétration pratique que l'Espagne a commencé maintenant à réaliser, en faisant de grands emplois d'argent en Amérique latine, nous donnera un jour des surprises. Les Américains, les Anglais, habitués à évincer la concurrence, — surtout depuis la guerre, — vont se préoccuper de cette action. Et, déjà, à Washington on s'inquiète; ce qui est une preuve des privilèges qu'ils s'y étaient créés, sans concurrents à craindre, puisqu'il n'est plus possible que la France et la Belgique, fournisseurs d'or dans

le monde entier avant la guerre, puissent y exercer, présentement, une action qui devrait contrecarrer cette mainmise anglo-saxonne sur toutes les bonnes affaires ibéro-américaines.

Ainsi, une nouvelle campagne pour la conquête, par des moyens pratiques, des marchés sud-américains se dessine en Espagne. Et cette nouvelle phase des mutations qui dérivent de la guerre, vaut la peine d'être considérée et appréciée; d'autant que déjà on a constaté une fusion d'intérêts entre la finance espagnole et la finance belge, dans un but de vaste organisation industrielle et commerciale, en ces pays dont l'avenir se présente sous l'éclat des plus belles et plus brillantes aurores.

LES EMISSIONS ETRANGERES AUX ETATS-UNIS

Se basant sur un rapport du Finance & Investment Division du Department of Commerce, la « Frankfurter Zeitung » du 15 août écrit que dans le courant du 1^{er} semestre de 1926, il a été émis publiquement aux Etats-Unis des emprunts étrangers à concurrence de 578,85 millions de dollars, dont 429,66 millions de dollars seulement représentent des opérations nouvelles, le solde provenant de conversions ou de renouvellements. En outre, la plupart des emprunts ont été émis à 96 1/2 p. c. en moyenne, ce qui diminue d'autant les sommes réellement mises à la disposition des emprunteurs.

Il en fut de même en 1925 : pour un montant nominal de 1,275 millions de dollars, 920 millions seulement furent fournis en argent frais.

On trouvera ci-dessous un tableau, en millions de dollars, des émissions depuis 1921.

ANNÉE	Capital nominal	Conversion	Valeur nominale nette
1921	—	—	553
1922	—	—	734
1923	—	—	395
1 ^{er} semestre 1924	379,7	153,8	225,9
2 ^e semestre 1924	830,1	178	652,1
1 ^{er} semestre 1925	551,6	114,3	437,3
2 ^e semestre 1925	723,4	129,4	593,9
1 ^{er} semestre 1926	(1) 109 : 578,9	149,2	429,7
dont : Allemagne	33 : 159,72	—	159,72
Europe	12 : 51,88	3	48,88
Canada	35 : 180,72	81	99,72
Amérique latine	24 : 176,75	61,78	114,97
Extrême Orient	5 : 9,79	3,42	6,37

(1) Nombre d'emprunts.

La part de l'Allemagne dans ces emprunts est la suivante :

En millions de dollars	Entreprises privées		Corporations publiques		Total	
	Nombre	Valeur nominale	Nombre	Valeur nominale	Nombre	Valeur nominale
1924	1	10	1	110	2	120
1 ^{er} semestre 1925	5	35,5	2	18	7	53,5
2 ^e semestre 1925	14	89,17	14	86,15	28	175,32
1 ^{er} semestre 1926	24	107,42	9	52,30	38	159,72
Total	44	242,09	26	266,45	70	508,54

Les premiers emprunts, conclus en 1924, furent celui du groupe Krupp ainsi que celui lancé aux termes du plan Dawes (quote-part américaine).

Il est intéressant de constater que le nombre et l'importance des emprunts des entreprises privées n'a

cessé de croître, tandis que, conformément aux directives (1) de la Reichsbank, les emprunts des établissements publics ont diminué. Dans l'ensemble, cependant, leur montant total dépasse légèrement celui des opérations des entreprises privées.

REDUCTION DE LA DETTE NATIONALE DES ETATS-UNIS.

Pour la première fois depuis la guerre, le Gouvernement des Etats-Unis a remboursé le 15 juin 1926 les obligations du Trésor échéant à cette date sans recourir à une nouvelle émission. De ce fait, la dette publique s'est trouvée réduite de 333 millions de dollars, montant des titres remboursés. Ce remboursement a été rendu possible grâce au surplus des recettes, de près de 400 millions de dollars, du budget

pour l'exercice fiscal au 30 juin 1926, provenant de rentrées d'impôts supérieures aux prévisions. La revision des taux d'imposition applicables aux revenus de 1925 devait, pensait-on, procurer au Trésor des recettes quelque peu inférieures à celles de l'exercice précédent. Les perceptions du premier semestre de 1926 font apparaître un total dépassant de près de 150 millions les recettes de la période correspondante de l'exercice précédent.

Le tableau suivant indique les variations de recettes du Trésor des Etats-Unis et celles du total de la dette publique :

(en millions de dollars)

Exercice fiscal au 30 juin	1926	1925	1924	1923	1922	1921	1920
Recettes du Trésor :							
Douanes	575	549	545	562	358	30	324
Impôt sur les revenus et bénéfices	1.975	1.762	1.842	1.691	2.087	3.228	3.957
Taxes diverses	859	828	953	936	1.121	1.352	1.442
Total	3.409	3.139	3.340	3.189	3.566	4.888	5.723
Montant global de la dette publique	19.643	20.516	21.251	22.350	22.964	23.976	24.298
Réduction pendant l'exercice fiscal	873	735	1.099	614	1.012	322	1.184

(1) Cfr. *Bulletin* n° 2 du 17 juin 1926, p. 41, et n° 6 du 15 juillet 1926, p. 137.

L'affectation des excédents budgétaires et des fonds d'amortissement a permis, pour la première fois depuis 1918, de ramener au-dessous de vingt milliards de dollars le total de la dette publique, qui est actuellement de près de 7 milliards de dollars inférieure à son chiffre le plus élevé, touché le 31 août 1919.

Au 30 juin 1926, la dette publique rapportant intérêt se présentait comme suit :

Dette d'avant-guerre	\$. 765.861.170
Emprunts de la Liberté et Bons du Trésor	
Trésor	16.246.871.900
Notes du Trésor	1.612.403.600
Certificats du Trésor	484.079.000
Certificats d'épargne du Trésor	360.447.254

Total . . . \$. 19.469.661.924

La situation actuelle du Trésor des Etats-Unis permet d'envisager avec confiance les échéances auxquelles il aura à faire face au cours des prochaines années et qui se résument ainsi : en 1926, 2 milliards 152.319.286 doll. ; en 1927, 7.276.292.498 doll. ; en 1928, 11.654.450.210 doll. ; en 1929, 4.851.702.804 doll. ; en 1930, 4.901.702.804 doll. et en 1931, 5.025.202.804 dollars.

Bulletin mensuel de la Société de Banque Suisse,
n° 7, 1926, fin juillet 1926.

Monthly Review of Credit and Business
Conditions, Second Federal Reserve District,
du 1^{er} juillet 1926.

LA DETTE EXTERIEURE DE LA POLOGNE.

Les dettes étrangères de la Pologne ont subi d'importantes modifications au terme du 1^{er} juillet 1926, modifications dues en premier lieu à la reconnaissance par le Gouvernement polonais des dettes de l'ex-monarchie austro-hongroise, conformément à l'accord de Prague du 6 novembre 1925 ; le total des dettes ainsi reprises est de 180,8 millions de couronnes-or.

La dette totale de la Pologne était, au 1^{er} juillet 1926, de 351 millions de dollars, contre 323,4 millions au 1^{er} janvier 1926, ou, au change, de 3.369.775.553 zlotys, contre 2.688.605.606 zlotys. L'état des « dettes extérieures » de la Pologne au 1^{er} juillet 1926 se présente comme suit :

Emprunts contractés par voie d'émission	\$. 67.243.522
Emprunts contractés envers des gouvernements étrangers	242.985.280
Emprunts contractés envers des établissements privés	4.133.759
Dette de l'ancienne monarchie austro-hongroise	36.655.725
Les Etats créanciers de la Pologne sont les suivants :	
Etats-Unis d'Amérique	\$. 233.669.127
Grande-Bretagne	£. 4.880.285
France	fr. fr. 1.011.659.775
Italie	Lit. 465.250.000
Hollande	fl. 8.613.608

Norvège	{ £. 1.488
	{ C. 20.167.600
Suède	C. 6.259.900
Danemark	C. - 426.775
Suisse	fr. s. 89.325
Dette échue de la liquidation de la monarchie austro-hongroise . Cour.-or	180.810.802

Bulletin mensuel de la Société de Banque Suisse,
n° 7, 1926, juillet 1926.

LE RENDEMENT DU PLAN DAWES.

Onze premiers mois de la deuxième annuité (1).

L'agent des paiements de réparation, M. S. Parker Gilbert, communique l'état des recettes et des paiements, à la date du 31 juillet, pour la seconde année d'application du plan Dawes.

Les recettes du mois de juillet 1926 — onzième mois de la seconde année d'application du plan Dawes — se sont élevées au total de mks-or 93.023.422,71, provenant :

Pour 20 millions de marks-or, de la contribution budgétaire ;

Pour 50 millions de marks-or, des intérêts des obligations de chemins de fer émises au profit des réparations ;

Pour mks-or 22.908.366,15, de l'impôt sur les transports ;

Pour mks-or 115.056,46, d'intérêts perçus.

Pour les onze premiers mois de la seconde annuité Dawes, les recettes atteignent au total mks-or 1.010 millions 74.499.21. Cette somme, qui représentait, au cours actuel du change, environ 8 milliards 1/2 de francs, provient des recettes suivantes :

230 millions de marks-or, de la contribution budgétaire ;

Mks-or 215.350.119,09, de l'impôt sur les transports ;
500 millions de marks-or, des intérêts des obligations des chemins de fer allemands ;

62 millions 1/2 de marks-or, des intérêts des obligations industrielles ;

Mks-or 2.224.380,12, d'intérêts perçus.

Comme il restait au 31 août dernier, sur la première annuité, un solde en espèces de mks-or 107.013.270,89, il en résulte que l'agent des paiements a disposé, pendant les onze premiers mois de la deuxième annuité, d'une somme globale de mks-or 1.117.087.770,10.

Les paiements effectués pendant les onze premiers mois de la deuxième annuité d'application du plan se sont élevés au total à mks-or 1.024.024.076,91 (soit plus de 8 milliards et demi de francs au cours actuel du change), dont mks-or 93.675.376,36 pour le mois de juillet. Il restait donc un solde en espèces au 31 juillet de mks-or 93.063.693,19.

(1) Cfr. *Bulletin* n° 7 du 29 juillet 1926, p. 168, et précédentes.

Voici le détail des paiements des onze premiers mois (septembre 1925 à juillet 1926) de la deuxième annuité Dawes (en marks-or):

1. A ou pour le compte de :

France	487.241.378,82
Empire britannique	200.978.770,39
Italie.	65.456.536,79
Belgique.	103.092.790,43
Etat serbe-croate-slovène	34.323.133,98
Roumanie	7.954.429,81
Japon.	596.658,16
Portugal.	5.612.547,99
Grèce.	2.785.214,37
Pologne	97.306,25

Total des paiements aux puissances. 908.138.766,99

2. Pour le service de l'emprunt extérieur allemand 1924 91.069.136,21

3. Pour les dépenses de :

La commission des réparations 3.130.741,63

L'office des paiements de réparations 3.391.695,77

La haute commission des territoires rhénans. 6.686.067,62

La commission militaire de contrôle 4.307.261,69

4. Frais des organismes d'arbitrage 38.372,14

5. Escompte sur les paiements effectués par la Compagnie des chemins de fer allemands par anticipation sur la date de l'échéance. 7.156.904,28

6. Différence de change. 105.130,58

Total des paiements. 1.024.024.076,91

Les paiements aux puissances.

Le tableau ci-dessous indique l'état détaillé des paiements aux puissances pendant les onze premiers mois de la deuxième année d'application du plan Dawes (en marks-or):

1. Frais d'occupation :

a) Reichsmarks aux armées d'occupation.	40.828.325,98
b) Fournitures en vertu des articles 8 à 12 de l'arrangement relatif aux pays rhénans	40.483.603,20

Total des frais d'occupation 81.311.929,18

2. Livraisons en nature :

a) Charbon, coke et lignite	249.408.944,63
b) Transport de charbon, de coke et de lignite	78.854.978,66
c) Matières colorantes et produits pharmaceutiques	10.171.820,66
d) Engrais chimiq. et produits azotés	42.919.811,46
e) Sous-produits du charbon.	5.093.286,03
f) Terres réfractaires.	91.363,92
g) Produits agricoles.	16.133.209,77
h) Bois	20.600.491,39
i) Sucre.	11.493.848,39
j) Livraisons diverses.	163.501.814,40

Total des livraisons en nature 598.269.569,68

3. Réparation Recovery Act 218.709.997,71

4. Restauration de la bibliothèque de Louvain 2.100.316,90

5. Paiements divers. 2.061.713,88

6. Transferts en espèces (liquidation des comptes de la régie franco-belge des chemins de fer et liquidation de soldes dus pour livraisons effectuées ou services rendus par le gouvernement allemand avant le 1^{er} septembre 1924) 5.685.239,64

Total des paiements aux puissances. 908.138.766,99

En juillet, les paiements aux puissances se sont élevés à mks-or 81.219.725,17.

QUESTIONS INDUSTRIELLES, COMMERCIALES, AGRICOLES, ETC.

UN CARTEL DE LA SIDERURGIE.

La constitution d'un cartel européen de la sidérurgie ne va pas sans soulever de très nombreuses difficultés (1).

Il s'est tenu, le 12 août, à Paris, une réunion préliminaire entre les représentants de l'industrie alle-

mande (Krupp, Rheinische Stahlwerke, etc.) et française. Des délégués belges et luxembourgeois y assistaient.

Les questions à régler concernaient la systématisation de la production européenne du fer et de l'acier, la réglementation de la production, ainsi que le problème de l'exportation sidérurgique de Lorraine et du territoire de la Sarre, — les métaux venant de cette dernière région devant entrer en Allemagne en franchise.

(1) Cfr. *Bulletin* n° 9 du 12 août 1926, p. 220.

Le 13 août, à l'issue d'une nouvelle réunion, un communiqué fut publié, déclarant en substance que l'accord s'était fait sur le contingent d'exportation du Luxembourg et de la Lorraine vers l'Allemagne. Il ajoutait que l'accord définitif de deux pays était encore nécessaire: il s'agissait notamment de celui de l'industrie métallurgique belge. A cet égard, le « Moniteur des Intérêts Matériels » écrivait, avant la fin des négociations :

« Nous avons lieu de croire que, très malheureusement, l'accord ne s'est pas fait au sujet du contingentement des lingots et que le groupe belge ne serait pas parvenu à se mettre d'accord au sujet de la répartition du contingent qui lui avait été alloué.

» Ce serait donc le groupe qui aurait autant d'intérêt, sinon plus, que tout autre, à voir l'entente se créer, qui serait cause de l'échec des pourparlers, certainement très avancés déjà.

» La mise sur pied du projet aurait pu éviter à notre industrie sidérurgique une crise qui, pour ne pas être actuellement imminente ou même prochaine, n'en apparaîtrait pas moins comme inéluctable.

» Au moment de cette crise, si nous avions été alliés à la France, à l'Allemagne et au Grand-Duché, au lieu d'être en concurrence avec ces pays, notre sidérurgie aurait traversé la crise que nous prévoyons avec beaucoup plus de facilité qu'elle ne le fera dans les conditions de lutte qui vont maintenant se présenter. »

L'événement a failli donner raison aux prophéties du « Moniteur des Intérêts Matériels »: Les représentants de l'Allemagne, de la France et du Luxembourg étaient complètement d'accord, mais les délégués belges ont rejeté les propositions présentées parce qu'à leur avis, la part réservée à la production belge serait au-dessous des quantités qu'ils désirent placer sur le marché et non en rapport avec le quantum accordé aux Luxembourgeois: En principe, la production totale des pays groupés devait être limitée à 2.630.000 tonnes d'acier. La Belgique se serait vu attribuer 267.000 tonnes, alors que les exigences des industriels belges sont de 300.000 tonnes. En outre, l'absence d'une organisation syndicale puissante paralyse l'action des producteurs belges. L'accord des industriels liégeois a été obtenu, mais deux grandes entreprises du pays de Charleroi et du Borinage ne se laissent convaincre qu'avec répugnance. Toutefois, l'opposition des Belges n'a nullement un caractère définitif et le « Temps » espère que l'accord pourra être conclu vers le milieu du mois de septembre. Les milieux allemands paraissent du reste convaincus que les négociations doivent aboutir.

Le « Financial Times » considère que si l'accord avait été conclu sous sa première forme, il aurait consacré une situation de fait existant depuis la guerre, et qu'il aurait coïncidé avec une nouvelle tentative des producteurs continentaux pour conquérir les marchés britanniques d'outremer.

Les milieux britanniques et américains ont suivi, avec beaucoup d'attention, ces négociations, d'autant

plus que la Grande-Bretagne fait partie du cartel international des rails. On signale même que des délégués britanniques ont suivi une partie des négociations et qu'il n'est pas improbable que, par la suite, on arrive à la formation d'un cartel vraiment européen. Au contraire, la métallurgie italienne se montre inquiète de l'accord projeté qui pourrait compromettre l'exportation des produits manufacturés italiens.

Neptune, 18 août 1926;

Moniteur des Intérêts Matériels, 12 et 17 août 1926;

Le Temps, 17, 18, 19 et 22 août 1926;

The Times, 13, 16, 17 et 18 août 1926;

Financial Times, 14 et 16 août 1926.

LA SITUATION INDUSTRIELLE EN BELGIQUE.

Du 1^{er} janvier au 14 août 1926, il a été prononcé en Belgique 431 faillites contre 316 pendant la période correspondante de l'année précédente.

La situation des charbonnages demeure prospère par suite de la grève anglaise. Cependant, l'éventualité de la fin de cette dernière ralentit les transactions. En réalité, la Belgique n'a profité de la grève que par les livraisons de charbon et de briquettes qu'elle a faites non point à la Grande-Bretagne, mais aux clients habituels de cette dernière. C'est le port de Rotterdam, en relation plus directe avec l'Allemagne, qui a dérivé les plus grands profits de l'exportation de la houille: 2.000.000 de tonnes en juillet dernier. Le port d'Anvers en a beaucoup moins profité.

Le tableau ci-dessous donne la situation de la production de la houille et des stocks à la fin de juillet:

	Production.	Stock à la fin du mois.
	(Tonnes.)	
1926 Juillet	2.132.340	246.960
» Juin	2.100.570	468.710
» Mai	1.846.440	947.590
» Avril	1.984.000	1.290.850
» Mars	2.132.890	1.368.130
» Février	1.894.470	1.314.330
» Janvier	1.976.320	1.398.120
1925 Décembre	1.936.670	1.558.020
» Novembre	1.878.020	1.671.990
» Octobre	2.053.740	1.642.390
» Septembre	1.914.280	1.615.950
» Août	1.844.860	1.709.980
» Juillet	1.898.680	1.792.920
1925 Moyenne mens ^{lle}	1.927.760	1.667.620
1924 »	1.945.732	849.965 (1)
1923 »	1.909.660	507.110 (1)
1922 »	1.769.514	265.370 (1)
1921 »	1.815.564	496.540 (1)
1913 »	1.903.460	955.980 (1)

(1) Valeur au 31 décembre.

Il convient de remarquer que la population ouvrière qui, pendant le premier trimestre oscillait autour du chiffre de 160.000, se trouve actuellement réduite à 155.000 hommes, avec une légère tendance à l'accroissement des effectifs. Il est probable que la situation d'attente, dans laquelle se trouve l'industrie charbonnière, entravera ce mouvement. La désorganisation de la production et des marchés de la Grande-Bretagne permet, cependant, de croire que ses concurrents pourront continuer une production assez forte jusqu'à la fin de l'année. Il convient également de tenir compte des mesures prises par le Gouvernement pour assurer le ravitaillement du pays en charbons domestiques. La situation des fabriques d'agglomérés est analogue à celle des charbonnages. Le mois de juillet a vu une forte augmentation (5 p. c.) de la production par rapport au mois précédent. Depuis octobre 1925, un chiffre aussi élevé n'avait plus été atteint: il dépasse du reste la moyenne mensuelle de 1923, 1924 et 1925, mais reste inférieur, en chiffres ronds, de 12.000 tonnes à la production moyenne mensuelle de 1913. Mais la main-d'œuvre est également plus réduite: 1.407 ouvriers contre 1.911.

	Production.	Consommation de charbon. (Tonnes.)
1926 Juillet	205.140	186.200
» Juin	195.940	176.950
» Mai	174.510	156.290
» Avril.	181.410	163.240
» Mars.	190.770	171.620
» Février	203.370	183.160
» Janvier.	203.630	183.900
1925 Décembre	178.090	160.620
» Novembre.	176.210	156.710
» Octobre.	206.350	185.730
» Septembre.	206.610	185.320
» Août	200.330	179.950
» Juillet	192.050	172.400
1925 Moyenne mens ^{lle}	187.570	168.221
1924 »	167.693	150.400
1923 »	160.920	144.440
1922 »	206.430	181.845
1913 »	217.220	197.390

L'activité des fours à coke est en progrès sérieux: on relève une augmentation de production de 19.000 tonnes environ sur le mois de juin, une progression de 160.000 tonnes sur la moyenne mensuelle de 1913. Il est intéressant de constater, sans en tirer de conclusions prématurées, que la proportion du charbon indigène utilisé s'est complètement renversée. L'examen du tableau reproduit ci-dessous permettra de s'en rendre compte.

	Production (Tonnes)	Charbon consommé			Nombre d'ouvriers
		Belge (Tonnes)	Etranger (Tonnes)	Total (Tonnes)	
1926 juillet	453.300	299.370	324.150	623.520	6.159
juin	434.750	311.000	283.760	594.760	6.202
mai	433.850	310.700	287.690	598.390	5.881
avril	431.110	292.500	294.030	586.530	5.363
mars	434.850	296.570	292.910	589.480	6.903
février	347.900	244.110	238.930	483.040	5.755
janvier	321.220	238.300	194.410	432.710	5.313
1925 décembre	346.340	242.710	227.800	470.800	5.254
novembre.	336.750	233.320	222.740	456.060	5.083
octobre	332.070	230.490	219.660	450.150	5.109
septembre	303.280	196.980	213.360	410.340	5.003
août	308.970	197.460	221.470	418.930	4.995
juillet	306.420	197.620	215.660	413.280	5.030
1925 moyenne mensuelle	342.358	216.094	245.672	461.768	5.345
1924 moyenne mensuelle	346.650	183.589	278.946	462.535	5.384
1923 moyenne mensuelle	346.366	219.030	255.851	459.132	5.106
1922 moyenne mensuelle	225.624	148.651	143.939	292.509	3.631
1913 moyenne mensuelle	293.580	233.860	149.620	383.480	4.229

Deux faits dominent l'activité de la métallurgie belge, au point de vue de l'orientation de sa politique: les négociations pour la constitution d'un cartel européen du fer brut et les réunions du tribunal arbitral mixte belgo-luxembourgeois. La première séance de cette Cour, qui est composée de M. Milhaud, profes-

seur à l'Université de Genève, arbitre neutre; de M. Oberkötter, professeur à l'Université d'Aix-la-Chapelle, délégué du Grand-Duché de Luxembourg, et de M. G.-L. Gérard, directeur général-adjoint du Comité central industriel, a eu lieu le 17 août, à Bruxelles.

Le tribunal devra résoudre définitivement le diffé-

rend qui existe entre la Belgique et le Grand-Duché en ce qui concerne l'application de la Convention de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

La production de la fonte, en juillet, a été bien supérieure au chiffre moyen mensuel de celle de 1913; il en est de même de celle de l'acier, des produits finis. La production du zinc s'est sensiblement relevée; comme le signalait le « Times » récemment, les stocks de ce métal en Grande-Bretagne sont très réduits et cette

position statistique est de nature à stimuler la production.

On sait d'ailleurs que la Belgique, avec une production de 189.473 tonnes, en 1925, est le deuxième producteur mondial de zinc, venant après les Etats-Unis (590.928). La moitié de la production belge provient du traitement dans nos usines de grandes quantités de minerais et de concentrés venant des Etats-Unis.

METALLURGIE.

I. — Produits bruts (fonte et acier).

	Hauts fourneaux		Aciéries
	Nombre de hauts fourneaux en activité	Production de fonte Tonnes	Production d'acier brut (non compris les pièces moulées en première fusion) Tonnes
1926 juillet	55	306.590	289.020
1926 juin	53	294.750	290.730
1926 mai	53	299.630	265.650
1926 avril	53 (2)	287.890	260.680
1926 mars	52 (2)	281.260	253.110
1926 février	45	202.400	161.420
1926 janvier	37	137.790	110.930
1925 décembre ...	32	161.480	152.460
1925 novembre ..	32	168.760	150.540
1925 octobre	32	174.270	164.870
1925 septembre ..	33	170.280	159.050
1925 août	33	166.300	147.100
1925 juillet	32	168.480	151.700
1925 moyen. mens.	42 (1)	211.786	195.321
1924 moyen. mens.	46 (1)	234.000	231.622
1923 moyen. mens.	40 (1)	182.344	184.720
1922 moyen. mens.	34 (1)	133.635	124.801
1913 moyen. mens.	54 (1)	207.058	200.398

(1) Au 31 décembre.

(2) Le nombre précédent a été rectifié.

II. — Produits finis (fer et acier).

	Aciéries		Fabriques de fer
	Production de pièces moulées en première fusion Tonnes	Production d'aciers finis Tonnes	Production de fers finis Tonnes
1926 juillet	6.890	256.300	13.910
1926 juin	6.950	256.240	16.050
1926 mai	6.440	240.590	13.920
1926 avril	7.100	228.010	12.240
1926 mars	7.650	240.330	10.320
1926 février	5.940	153.180 (1)	4.010
1926 janvier	5.250	106.260	4.630
1925 décembre ...	5.560	129.930	4.360
1925 novembre ..	5.910	128.960	4.480
1925 octobre	6.440	143.450	4.300
1925 septembre ..	5.530	134.010	4.520
1925 août	3.200	121.120	3.950
1925 juillet	3.440	128.150	3.770
1925 moyen. mens.	5.562	164.942	8.761
1924 moyen. mens.	6.755	198.216	16.729
1923 moyen. mens.	5.771	161.115	17.311
1922 moyen. mens.	5.503	117.499	15.021
1913 moyen. mens.	5.154	154.922	25.862

(1) Le nombre précédent a été rectifié.

III. — Zinc brut.

1926 juillet	tonnes.	15.760
1926 juin		15.530
1926 mai		15.770
1926 avril		15.670
1926 mars		16.280
1926 février		13.470
1926 janvier		15.860
1925 décembre		15.170
1925 novembre		14.930
1925 octobre		13.350
1925 septembre		12.990
1925 août		13.290
1925 juillet		13.400
1925 moyenne mensuelle		14.324
1924 moyenne mensuelle		13.582
1923 moyenne mensuelle		12.341
1922 moyenne mensuelle		9.428
1913 moyenne mensuelle		17.019

Neptune;

Moniteur des Intérêts Matériels;

Echo de la Bourse;

Times.

LE RAPPORT DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES HABITATIONS A BON MARCHÉ.

On sait qu'en Belgique le principal effort du gouvernement pour encourager la construction se fait par l'intermédiaire d'un organisme autonome, la « Société nationale des habitations et logements à bon marché ». Le dernier rapport de cette société fournit des renseignements intéressants sur son extension et son activité

Au 31 décembre 1925, le nombre des sociétés agréées par la Société nationale s'élevait à 247, réparties comme suit :

Sociétés locales ou régionales (constituées par des autorités et des particuliers ne recherchant aucun intérêt personnel)	221
Sociétés coopératives (constituées par les futurs occupants eux-mêmes)	13
Sociétés à caractère industriel (constituées par des firmes industrielles pour loger leur personnel	12
Sociétés spéciales (créées par des œuvres pour héberger des infirmières, des femmes âgées, des orphelins de guerre, des grands invalides, etc.)	
Sociétés de crédit (ayant pour objet l'avance de fonds aux constructeurs d'une habitation) . . .	1

Le capital de ces sociétés se montant, à la même date à 233.823.075 francs. Il avait été souscrit :

	dans la	
	proportion de	
Par l'Etat	16 p. c.	
Par les provinces	15 »	
Par les communes	39 »	
Par les commissions d'assistance publique . . .	5 »	
Par les chefs d'entreprise	13 »	
Par les particuliers et établissem. financiers	12 »	

Le nombre des logements construits par les sociétés agréées et déjà occupés au 31 décembre 1925, s'élevait à 24.550 et le nombre de ceux encore en construction à la même date à 5.562, soit un total de 30.112 logements construits ou en construction. Dans cet ensemble, 6.703 logements se trouvaient dans des maisons à plusieurs appartements.

Le total des sommes avancées par l'Etat pour réaliser ce programme s'élevait à 561.391.000 francs dont 56.391.000 francs ont été prêtés au cours de l'année 1925. Cependant, l'Etat ayant été obligé de restreindre considérablement ses avances pour cette dernière année ainsi que pour les années à venir, la société s'est vue contrainte de réduire de beaucoup son activité. Sur les 12.000 logements dont la construction était considérée comme urgente par les sociétés agréées, 3.000 seulement ont pu être compris dans le programme de 1926; on ne sait encore si ce programme pourra être exécuté, toutes les disponibilités pour 1926 devant être affectées d'abord à l'apurement des engagements des années précédentes.

La Société a donc cherché à développer un mode de construction qui n'entraînât pas pour elle d'aussi fortes immobilisations de capitaux: la construction sur promesse d'acquisition. Ainsi, au cours de l'exercice 1925, elle a approuvé l'adjudication des travaux de 496 maisons à construire sur promesse d'acquisition. En outre, la Société a tenté de réaliser une partie des capitaux investis dans les maisons déjà construites en vendant ces immeubles de façon à pouvoir ensuite entreprendre de nouvelles constructions. Prenant notamment avantage d'un système de primes offertes par les autorités publiques aux 7.500 premières personnes qui acquerront une des maisons de la Société pour leur usage personnel, la Société a pu vendre ainsi jusqu'à présent 2.306 maisons, dont 1.508 au cours de l'année 1925. Sur ce total de 2.306 maisons vendues, 398 avaient été construites sur promesse d'acquisition; les 1.908 autres ventes ont rendu disponible, après déduction des primes de l'Etat, une somme de 44.638.411 francs.

Afin d'intensifier encore cette réalisation, la Société a encore décidé d'autoriser dorénavant la vente de maisons, sans prime des autorités publiques, à des personnes aisées, lorsque l'offre de vente avec prime ou l'offre de location à des personnes peu aisées, sera restée sans résultat.

Le tableau ci-dessous donne la situation au 31 décembre 1925 de la société:

PROVINCES	Nombre de sociétés constituées	Capital social	Maisons et logements construits ou en construction			
			Maisons destinées à une famille	Maisons à loge- ments multiples		Total des logements
				Maisons	Logements	
Anvers	29	31.927.800	4.352	146	967	5.319
Brabant	54	90.816.750	6.387	674	3.983	10.370
Flandre Occidentale	36	15.239.425	2.960	2	6	2.966
Flandre Orientale	30	14.879.750	2.178	51	327	2.505
Hainaut	56	24.004.250	3.575	—	—	3.575
Liège	20	31.053.500	2.532	329	1.322	3.854
Limbourg	9	11.457.700	1.056	8	98	1.154
Luxembourg	3	877.900	99	—	—	99
Namur	10	3.566.000	270	—	—	270
Le Royaume	247	233.823.075	23.409	1.210	6.703	30.112

Informations sociales; Bulletin trimestriel du Bureau de la Statistique générale.

**L'INDUSTRIE BRITANNIQUE DU SUCRE
DE BETTERAVE.**

La publication des rapports annuels des sucreries britanniques permet de dégager certaines tendances et de tirer certaines conclusions sur l'avenir de cette industrie naissante, contrôlée par trois groupements financiers. Le groupe anglo-hollandais possède les usines les plus importantes (1); 75 p. c. du capital

est détenu par des Hollandais et les trois sucreries qui en dépendent sont sous le contrôle de la Centrale Suikermaatschappij, d'Amsterdam, qui a fourni les machines. Le coût des installations s'est élevé:

Pour Cantley à	£ 375.000
Pour Ely à	618.000
Pour Ipswich à	476.000

Les résultats d'exploitation des usines anglo-hollandaises sont les suivants:

	Usine de Cantley	Usine d'Ely	Usine d'Ipswich
Tonnage de betteraves travaillées	127.319	56.338	37.136
Teneur en sucre	16.73 %	15.27 %	17.43 %
Pour cent de sucre extrait	80 %	80 %	80 %
Tonnage de sucre	17.040	6.873	3.177
Tonnage de mélasse	4.081	1.649	1.242
Drèches	8.274.5	3.662	2.414

Le prix moyen pour le sucre blanc cristallisé 1^{re} qualité est de 27/— le quintal (cwt.) Le subside accordé par le Gouvernement s'élève à 19/6 le quintal et le dégrèvement de droit d'accises atteint 4/3 1/2, ce qui porte à £ 50-16/— le prix pour une tonne de sucre. Celui de la mélasse est de £ 3-10/— environ la tonne

au minimum; le subside gouvernemental est de 2/9 par quintal et le dégrèvement de 1/—, soit un prix total de £ 7-5/— par tonne de mélasse. Les drèches sont vendues par contrat aux fermiers: en 1924-25, le prix a été fixé à £ 5-5/—, de sorte que les usines ont fait un chiffre d'affaires brut de:

En Livres	Usine de Cantley	Usine d'Ely	Usine d'Ipswich
Sucre	874.036	349.348	252.991
Mélasse	29.586	11.955	9.008
Drèches	43.441	19.225	12.674
Total	947.063	380.528	274.673

Les dépenses se sont élevées à:

En Livres	Usine de Cantley	Usine d'Ely	Usine d'Ipswich
Frais d'achat des betteraves	373.722	135.915	100.112
Réserve et bénéfice net	150.032	21.065	13.943
Solde	423.309	233.558	160.618
Par tonne de betteraves	£ 3-4-11	£ 3-19-7	£ 4-6-6

Si l'on prend les données de Cantley, qui est une sucrerie fonctionnant depuis plusieurs mois, on constate que les sommes encaissées se sont élevées au total à 947,063 livres sterling, se divisant comme suit:

Ventes	£ 526.338
Subside	343.512
Dégrèvement	77.213

de sorte que le subside suffit presque à payer la matière première.

Ce subside est destiné à s'éteindre graduellement au

cours des huit années à venir; le dégrèvement du droit d'accises a été fixé pour neuf ans. Les industriels intéressés espèrent cependant parvenir à conserver l'aide du gouvernement mais le correspondant du « Financial Times » M. Hugh Beaver, considère que cet espoir est trompeur.

En ne tenant pas compte du subside, en réduisant à 2/— le dégrèvement et en supposant que les prix de gros ne subiront pas de fluctuations marquées, les trois usines du groupe anglo-hollandais se trouveront dans huit ans dans l'alternative de réduire les frais d'exploitation à 21/— par tonne de betteraves travaillées, si elles veulent payer les dividendes actuels et les prix maintenant en vigueur pour les betteraves, ou

(1) Cfr. *Bulletin* n° 5 du 8 juillet 1926, p. 123, et n° 7, du 29 juillet 1926, p. 177.

de payer 13/4 seulement à la tonne, au lieu de 54/— qui est le prix actuellement payé.

Dans ces calculs, il n'a pas été tenu compte de prélèvements pour la réserve.

Le prix de fabrication du sucre cristallisé dans les meilleures sucreries allemandes avant-guerre s'établissait à environ £ 3-10/— à 4 livres sterling par tonne, soit 11/6 à 12/6 par tonne de betteraves travaillées.

Il n'est pas certain que les Allemands sont de nouveau parvenus à ce chiffre: les Hollandais, pour leur part, ont retrouvé leur niveau d'avant-guerre.

Il est difficile de croire qu'en Grande-Bretagne, les résultats pourront être aussi favorables. Il importe de tenir compte également du coût de production des betteraves et que les fermiers peuvent, en cas de déboires dans cette exploitation, se tourner vers d'autres cultures.

L'importance capitale qu'il y a à contenter les cultivateurs ne peut être sous-estimée et malgré les avantages directs et indirects qui résultent de la culture de la betterave, cette dernière doit redouter la concurrence des autres produits agricoles, d'autant plus qu'elle exige, par à-coups, une nombreuse main-d'œuvre. Pour ces raisons, il est hasardeux d'espérer que la culture de la betterave se développera si le fermier ne touche pas, en espèces, une rémunération suffisante.

Les prix actuellement en vigueur laissent aux cultivateurs des bénéfices coquets. La teneur en sucre de la betterave cultivée en Grande-Bretagne est généralement élevée, mais le rendement superficiaire est de beaucoup inférieur à ceux obtenus sur le continent.

En 1924, le rendement moyen a été de huit tonnes par acre pour l'ensemble de l'Angleterre; de 9,45 tonnes en 1925 pour le groupe anglo-hollandais; les champs approvisionnant l'usine de Kelham n'ayant comme rendement que 6,29 tonnes.

En Hollande, Allemagne et Hongrie, les rendements oscillent couramment entre 12 et 14 tonnes par acre. Actuellement, par suite de ce faible rendement, les frais de culture en Angleterre s'élèvent à 2 livres sterling par tonne dans les cas les plus favorables.

L'institut de recherches agricoles de l'Université d'Oxford arrive à une moyenne de £ 2-3-9 se divisant comme suit:

	Par tonne.
47,43 p. c. main-d'œuvre, y compris arrachage	22/6 1/2
23,45 p. c. fumier et engrais	11/0 3/4
10,50 p. c. transport	4/11 1/2
8,4 p. c. loyer et impositions	3/11 3/4
8,4 p. c. frais divers	3/11 3/4
1,7 p. c. semence	0/9 3/4
	£. 2-7-4
moins les engrais restant enfouis	3/7
	£. 2-3-9

Prix de revient net de la tonne rendue à l'usine £. 2-3-9

L'expérience permettra certes de réaliser des économies, par l'abandon des terrains non appropriés et d'une fumure exagérée. Cependant, la main-d'œuvre entraîne les plus lourdes dépenses dans la culture de la betterave à sucre et c'est un facteur qu'il est difficile de réduire. Le transport des racines soulève un sérieux problème. D'autre part, les loyers et impositions sont moins élevés que sur le continent.

Dans des circonstances favorables, les frais devraient être réduits à 17 livres sterling par acre, mais c'est un résultat qu'il serait téméraire d'espérer d'ici peu. Si le rendement était porté à 12 tonnes par acre, on pourrait réduire le coût total par tonne à 31/-.

Un bénéfice en espèces de 2 livres sterling par acre seulement entraînerait une augmentation de prix de la tonne de betteraves de 3/4. On ne peut donc espérer pouvoir fournir les betteraves à moins de 35/- pour une teneur en sucre de 16 p. c., avec prime croissante pour une teneur plus forte. Dans ces calculs, l'auteur n'a pas tenu compte des bénéfices résultant de l'amélioration du sol et de l'utilisation des feuilles qui représentent 1/3 de la récolte et qui, comme fourrage, valent de 10/- à 14/- la tonne. Il n'a pas non plus été tenu compte du prix de faveur auquel sont vendues les drèches aux producteurs et qui forment une excellente nourriture. Ces calculs font que les prévisions du conseiller scientifique du Département de l'Agriculture, à savoir que l'on peut tabler sur un prix de 25/- ou 30/-, paraissent optimistes et que, malgré l'amélioration du rendement, la situation de l'industrie sucrière peut être critique lors du retrait du subside. Le prix de fabrication par tonne revient à environ 40/- et l'on peut fixer le prix payé au cultivateur à 35/-.

Si l'on prend l'usine de Cantley pour exemple et qu'on suppose qu'elle puisse traiter annuellement 200.000 tonnes de betteraves, on pourra dresser, sur les bases qui précèdent, le tableau suivant:

Prix d'achat des betteraves à 35/-	£ 350.000
Frais de fabrication à 40/-	400.000
Intérêt à 10 p. c.	35.000
Solde (sans tenir compte de l'income-tax)	29.000
	£ 814.000
Vente du sucre, de la mélasse, des drèches (prix actuels)	£. 758.000
Dégrèvement du droit d'accises (1/2 du dégrèvement en vigueur).	56.000
	£ 814.000

La marge est donc assez faible et peut être supprimée par une légère fluctuation des prix. La cessation des faveurs gouvernementales supprimerait à la fois profits et excédent. Et cependant, l'industrie sucrière continentale a, pendant des années, travaillé dans ces conditions précaires.

La production totale du sucre dans le monde était, avant-guerre, en moyenne, la suivante :

	Tonnes.
Sucre de canne	9.500.000
Sucre de betteraves	8.500.000
Total	18.000.000

Depuis cent ans, l'industrie du sucre de betteraves n'a cessé de se développer en Europe, mais ce mouvement allait en se ralentissant.

D'autre part, par l'introduction de méthodes modernes, l'industrie du sucre de canne, après des années de dépression, a connu une période de grande prospérité.

La guerre et les années qui suivaient ont accentué ce mouvement. La culture de la betterave, en Europe, a gravement souffert, ce qui a stimulé la culture de la canne à sucre et, en Amérique, de la betterave.

Actuellement, les principaux producteurs européens semblent avoir rétabli leur situation, mais la production mondiale du sucre s'établit comme suit :

	Tonnes.
Sucre de canne	15.000.000
Sucre de betteraves	8.500.000
Total	23.500.000

La consommation mondiale n'a pas encore rejoint la production ; on estime que l'excédent de cette dernière pourrait atteindre 2.000.000 de tonnes. L'année dernière, les prix sont tombés au niveau d'avant-guerre et cette dépression a amené les planteurs cubains à réduire de 10 p. c. leur production (1). Aucune sucrerie de l'Allemagne du Sud n'a payé de dividende pour 1925.

Il est donc clair que pendant plusieurs années encore les prix demeureront faibles, mais la consommation du sucre est un corollaire de la civilisation et, à la longue,

(1) Cfr. *Bulletin* n° 1 du 10 juin 1926, p. 30.

la demande devra s'accroître. La production allemande sera bientôt complètement absorbée par la consommation nationale et celle de Java par les Chinois. Par conséquent, on peut prévoir que les prix tendront lentement à la hausse.

C'est à la lumière de ce fait qu'il convient d'envisager le sort de la jeune industrie britannique, une fois privée de l'artificiel soutien du subsidie gouvernemental.

En réalité, nulle part l'industrie du sucre de betteraves ne s'est développée sans protection et huit années peuvent favorablement modifier la situation. En tout cas, le but primordial du subsidie a été et est encore de permettre de consolider la position des sucreries par le remboursement des obligations, l'amortissement des installations et des frais de premier établissement.

Il ressort des chiffres précédemment donnés que, par suite de l'octroi du subsidie les usines bien gérées doivent disposer de réserves occultes, qui, dans certains cas, pourraient atteindre la valeur des immobilisations.

Avant la guerre, le capital circulant accumulé de certaines fabriques allemandes atteignait au double du capital social. Par conséquent, si les conseils gèrent les sucreries avec prudence, il n'est pas impossible, que ces dernières puissent, dans l'avenir, payer régulièrement un dividende de 10 p. c., le ravitaillement en racines étant assuré.

A cet égard, la rapide augmentation des terres cultivées en betteraves est satisfaisante, quoique les besoins des sucreries ne soient pas couverts :

	Acres.
1923-24	22.600
1924-25	56.200
1925-26	128.500

Au début, il a été difficile de convaincre les fermiers, mais la propagande a fini par donner des résultats.

The Financial Times, 5, 6, 7 et 13 août 1926.

LA POSITION STATISTIQUE DU MOUVEMENT SYNDICAL BRITANNIQUE.

Le Gouvernement britannique vient de publier un rapport sur la situation des syndicats ouvriers (White paper, cmd 2720).

Les chiffres ci-dessous en sont extraits :

Voir tableau à la page suivante :

La décomposition des recettes et des dépenses pour un syndicat, celui de Yorkshire, donnera un aperçu des méthodes de gestion des organisations ouvrières britanniques :

<i>Recettes.</i>	
Cotisations	£ 335.932
Divers	18.928
	<hr/>
	£ 354,860

<i>Dépenses.</i>	
Indemnités de chômage, voyages (1) et émigration	108.252
Grèves et conflits	10.848
Funérailles	12.594
Subsidés à l'Association des mineurs et autres groupements	5.834
Personnel	11.048
Comités exécutifs	220
Frais généraux	67.587
	<hr/>
	£ 216.383

(1) A la recherche d'ouvrage.

1925 SYNDICATS (comptant plus de 10,000 membres)	Effectif	Ressources	Dépenses	Solde à fin d'année
		£	£	£
Yorkshire	164.196	354.860	216.383	492.712
Durham	155.773	370.080	561.052	141.357
Northumberland	43.482	38.417	48.939	53.395
Cumberland	10.036	21.623	26.696	5.890
Nottinghamshire	34.767	60.481	35.241	9.979
Warwickshire	11.500	12.300	11.635	10.689
North Staffordshire	10.679	20.564	12.107	39.681
Derbyshire	43.000	97.612	44.352	250.054
North Wales	14.224	14.547	18.321	11.886
South Wales	129.155	173.889	208.570	103.278
Lancashire & Cheshire	72.902	64.480	39.590	115.796
Total	689.714	1.228.853	1.222.886	1.234.727

Les fonds en caisse au 31 décembre 1924 s'élevaient à 354.860 livres sterling; ils étaient de 492.714 livres sterling à la fin de 1925.

L'Union nationale des cheminots avait en 1925, 1.660 sections, 398.596 membres, et disposait de fonds s'élevant à 1.911.500 livres sterling. Les recettes se sont élevées à 638.292 livres sterling. Les dépenses se répartissent comme suit:

Indemnités de chômage	£ 92.798
— de grèves	2.043
— accidents et maladie	28.348

A reporter 123,189

Report £ 123,189	
Indemnités funéraires	7.560
— retraite	19.882
— diverses	52.650
Fonds politique	19.789
Subsides à des fédérations	7.284
Personnel	101.974
Comités exécutifs	10.758
Frais généraux	118.078

Total . . . £ 480.576

Pour les autres syndicats, le tableau suivant a été dressé:

SYNDICATS	Effectif	Recettes	Dépenses	Fonds disponibles
		£	£	£
Ouvriers agricoles	36.425	16.301	17.126	37.830
Mécaniciens	234.923	1.270.752	1.158.674	1.835.635
Electriciens	29.241	54.162	45.125	27.736
Ouvriers de la chaussure	81.318	294.600	264.998	466.530
Bâtiment	59.710	188.744	155.569	48.785
Employés de chemins de fer	66.130	151.988	101.137	309.957
Marins et chauffeurs	54.985	161.894	162.565	309.477
Commis de magasin	37.019	70.625	68.861	95.771
Ouvriers de la distribution	93.468	171.107	153.910	113.590
Workers Union	152.000	390.324	384.278	97.714
Transport	376.251	535.920	416.366	486.548
Main-d'œuvre non qualifiée	313.981	367.408	254.617	429.367

LA PROTECTION DE L'INDUSTRIE DE LA BONNETERIE EN GRANDE-BRETAGNE.

En février dernier, le Ministre du Commerce nomma une commission chargée de mener une enquête relativement à une proposition du syndicat patronal de la bonneterie britannique (National Joint Industrial Council of the Hosiery trade) tendant à imposer des

droits protecteurs, de 45 p. c. « ad valorem », sur les tricots et bonneteries en laine ou en coton.

Le rapport de la commission tend au rejet de la demande du groupe de la bonneterie. Ce dernier soutenait que l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Italie, la Tchécoslovaquie avaient supplanté les fabricants anglais pour les articles à bon marché et qu'ils étendaient progressivement leur activité aux qualités supérieures, principalement pour les articles de coton.

Toutefois, l'enquête a montré que les importations de produits de qualité supérieure vont en diminuant et qu'au contraire, les exportations sont passées de 2.637.773 livres sterling en 1913, à 6.899.267 livres sterling en 1925. Aux Etats-Unis, le rendement individuel est plus élevé qu'en Grande-Bretagne, mais il n'en est pas de même pour les autres pays.

Financial Times, 18 août 1926.

LE COMMERCE EXTERIEUR BRITANNIQUE.

Le ministère du commerce britannique vient de publier les statistiques préliminaires concernant le

commerce de juillet 1926. Les importations se sont élevées à 100.290.593 livres sterling et accusent une augmentation de 2.786.000 livres sterling par rapport à juin 1926 et 1.546.744 livres sterling par rapport à juillet 1925. Les exportations ont atteint 57.263.806 livres sterling et accusent une augmentation de 7 millions 156.000 livres sterling par rapport au mois de juin 1926 mais une diminution de 7.553.000 livres sterling par rapport au mois correspondant de l'année 1925. Voici comment se décomposent les totaux, par catégories de marchandises :

L'Information, du 14 août 1926.

Importations.

	Juillet 1926	Juin 1926	Juillet 1925
Produits alimentaires, boissons, tabac	43.548.293	43.944.035	46.287.359
Matières premières	30.811.962	27.612.662	27.604.190
Produits manufacturés	25.616.710	25.534.970	24.263.420
Animaux	186.299	199.177	198.709
Colis postaux non soumis aux droits	147.129	163.517	391.171
Total des importations	100.290.593	97.504.361	93.744.849

Exportations.

	Juillet 1926	Juin 1926	Juillet 1925
Produits alimentaires, boissons, tabac	4.580.708	4.011.524	4.620.216
Matières premières	2.347.721	2.108.752	6.917.876
Produits manufacturés	49.241.817	42.212.094	51.649.475
Animaux	142.784	91.663	278.248
Colis postaux non soumis aux droits	950.776	1.693.008	1.360.554
Total des exportations	57.263.806	50.107.041	64.826.369

LA SITUATION COMMERCIALE DE LA SUISSE.

La situation économique générale de la Suisse ne s'est pas améliorée pendant le second trimestre de 1926 et les résultats du semestre écoulé sont peu satisfaisants (1). On s'en est rendu compte par les chiffres publiés précédemment. Les conséquences de cette situation ne laissent pas d'inquiéter les intéressés: le déficit de la balance commerciale atteint 26 p. c. Les importations ont diminué, en partie à cause de la réduction des besoins de l'industrie en matières premières, en partie à cause de la difficulté de faire des achats en France, et en partie également par suite de

la conclusion imminente d'un traité de commerce avec l'Allemagne.

Ce traité a été signé vers le 15 juillet.

Si l'on compare le mouvement commercial des six premiers mois de 1926 avec celui de la période correspondante de 1925, on constate que presque tous les postes de l'exportation sont également en régression: la chute est particulièrement sensible pour la soie (72 millions de francs), les cotonnades (47 millions), les montres (46 millions), les confections (20 millions), le chocolat (2 millions) la seule augmentation constatée affectant les exportations de lait condensé (3 millions). Les crises monétaires belge, française et italienne, fournissent en partie l'explication de cette situation, ainsi que le protectionnisme économique qui s'est généralisé. Mais il faut tenir compte également du prix élevé des fabricats suisses.

(1) Cfr. Bulletins n° 8, du 5-8-1926, p. 194 et n° 10, du 20-8-26, p.

The Economist.

NOTE SUR LA SITUATION ECONOMIQUE DE L'ESPAGNE.

Les mines de fer, de pyrite et de charbon subissent une crise. Elle a déterminé la création d'un Conseil national du combustible qui a notamment fixé le pourcentage de charbon indigène devant être obligatoirement consommé par les industries et même par la marine. Les conditions de travail dans les mines asturiennes sont défavorables et la concurrence du charbon britannique est redoutable.

La métallurgie n'est que faiblement développée: les importations de produits sidérurgiques représentent en valeur (20.000.000 de livres sterling) le quart des importations générales.

La plus grande partie de l'équipement des mines et usines provient d'Allemagne et des Etats-Unis.

L'électrification du pays souffre du régime torrentiel des cours d'eau presque à sec pendant la saison chaude, ce qui nécessite la construction coûteuse de grands réservoirs. Cette situation a, dans bien des cas, amené une entente entre fermiers et producteurs de courant, de façon à faire supporter les frais de construction des digues tant aux usagers du courant qu'aux exploitations irriguées. L'Etat subsidie ces travaux dans une certaine mesure.

La plupart des producteurs et distributeurs de courant en Espagne sont groupés en une association qui contrôle un capital de 65.000.000 de livres sterling. Les entreprises indépendantes représentent un capital de 20.000.000 de livres sterling.

La force hydro-électrique exploitée est estimée à 5.000.000 HP. ou 12.000.000 Kwh.

* * *

Au point de vue agricole, l'Espagne est un pays semi-aride. L'irrigation est superflue dans les provinces de Galice, Oviédo, Léon, Santander et dans le Pays Basque. Le reste du pays doit être irrigué. On considère que la moitié des terres irrigables seulement est mise en culture. Il importe du reste de remarquer que 2.500.000 hectares seulement sont susceptibles de subir ce traitement, soit 2,5 p. c. de la superficie totale de l'Espagne.

La plus grande partie du sol irrigué est consacrée à la culture maraîchère, des fruits et de la canne à sucre. Dans les environs de Cordoue et de Séville, il existe des plantations de coton à longue fibre. A côté du coton à longue fibre, qui doit être irrigué, on cultive en Espagne du coton à courte fibre dans les terrains secs. Le sol calcaireux des pentes montagneuses se prête tout particulièrement aux plantations d'oliviers. Aussi l'Espagne produit-elle la moitié du tonnage mondial d'huile d'olive; l'Andalousie, à elle seule, en fournit les deux tiers.

Les exportations de produits agricoles dépassent annuellement 1.200 millions de pesetas (34 millions de livre sterling); celle des fruits à elle-seule atteint 20.000.000 de livres sterling. On estime que la culture

des oranges s'étend sur 100.000 hectares, produisant 10 millions de quintaux métriques dont 92 p. c. sont exportés.

Les exportations de 1924-25, dont la valeur atteint 8.000.000 de livres sterling, se divisent comme suit:

Pays.	Caisses de 50 kg.
Royaume-Uni	7.135.502
Irlande	148.654
France	2.631.347
Belgique	962.887
Allemagne	2.768.751
Dantzig	104.850
Hollande	1.202.112
Norvège	287.668
Suède	111.264
Danemark	140.949
Etats-Unis	5.192
Cuba	6.278
Argentine	4.640
Maroc	6.334
Uruguay	534
Total	15.511.962

Il est à noter que l'Espagne fournit 96 p. c. des oranges consommées en Grande-Bretagne.

Un autre facteur important de l'exportation est fourni par les raisins. En 1924, les exportations ont atteint 518.289 quintaux métriques, d'une valeur de 1.000.000 de livres sterling.

L'exportation des fruits secs a atteint en 1924 les chiffres suivants:

	Quintaux.	Pesetas.
Amandes non décortiquées	105.442	12.653.000
— décortiquées	123.106	73.863.000
Noix	136.795	27.359.000
Raisins secs	171.579	22.362.670

L'exportation de liège et de produits fabriqués a atteint en 1924, 86.513.278 pesetas, dont la moitié à destination des Etats-Unis.

Le problème de l'émigration joue un rôle important dans l'Espagne économique contemporaine. On s'en rendra compte par les quelques chiffres ci-dessous:

Années.	Nombre d'émigrants.
1882.	71.206
1909.	160.936
1913.	131.000 (1)
1914.	66.396 »
1920.	150.566 »
1921.	62.479 »
1922.	62.119 »
1923.	93.826 »
1924.	86.920 »
1925.	55.557 »

(1) Vers l'Amérique seulement.

Un certain nombre d'émigrants retournent dans leur pays. En outre, ceux qui restent établis à l'étranger font d'importantes remises annuelles. D'Argentine seulement, 500 millions de pesetas (ou 20.000 livres sterling au pair) sont envoyées chaque année en Espagne.

Times, « Spanish Number ».

LE DEVELOPPEMENT

DE L'AFRIQUE ORIENTALE BRITANNIQUE.

Une commission impériale vient de remettre au secrétaire des Colonies un rapport relatif à l'emploi éventuel du produit d'un emprunt de 10.000.000 de livres sterling, jouissant de la garantie du gouvernement, qui doit être émis pour permettre le développement de l'Afrique orientale britannique. Ces travaux auront des répercussions indirectes sur le développement du Congo belge.

L'embranchement du chemin de fer en construction entre Tabora et Mwanza devra être terminé et le port de Mwanza amélioré. Dans le territoire du Tanganyika, quatre autres lignes seront, ou complétées, ou mises en construction. Une somme de 85.500 livres sterling sera consacrée à l'amélioration du port de Daar-es-Salam. Dans l'Uganda, trois lignes seront, ou construites, ou améliorées et le port de Kilikindi sera mis en état de faire face à l'accroissement du trafic.

Il est également question de construire un pont sur le Zambèze pour faciliter l'accès à la mer des produits du Nyassa Land et notamment du charbon qui vient d'être découvert au nord du Tete par un groupé belge.

Le programme de construction de chemins de fer est complété par celui de la création de routes.

African World, 7 août 1926.

LE RAVITAILLEMENT DES ETATS-UNIS

EN CAOUTCHOUC.

On sait que le problème du ravitaillement de l'industrie américaine en caoutchouc est passé au premier plan des préoccupations du gouvernement américain, par suite de la mise en vigueur du plan de valorisation imaginé par lord Stephenson pour les plantations des colonies anglaises et de la hausse du produit. Fait curieux: les Etats-Unis, si richement dotés par la nature, ne possèdent aucune colonie où la culture du caoutchouc soit développée de façon intéressante.

Une mission a, il y a plusieurs mois, parcouru les îles Philippines, afin d'y étudier les possibilités d'y implanter la culture du caoutchouc.

La Commission, dans son rapport déposé à la fin du mois de mars 1926, estimait que les îles Philippines, avec leur population de 10.000.000 d'habitants pourraient arriver à produire annuellement 70.000 tonnes de

caoutchouc, grâce à la formation de plantations de caoutchouc, grâce à la formation de plantations industrielles de moyenne importance et de plantations indigènes.

En 1925, il existait aux Philippines quatre plantations d'une superficie de 2.890 acres dont 600 fournissaient un rendement de 600 lbs à l'acre, pour des arbres âgés de dix ans.

Cependant, 1.500.000 acres pourraient être complantés de plantes à caoutchouc dans des conditions climatiques favorables — notamment dans les îles Mindanao, Basilan et Yolo. Les conditions de croissance et de rendement des plantes peuvent être comparées à celles des meilleures plantations asiatiques.

Les lois foncières actuellement en vigueur ne se prêtent pas à la création de grandes plantations capitalistes, car elles visent au maintien de la petite propriété.

Cependant, un projet de loi a été soumis à la Chambre des Représentants des Philippines par le député Bacon: s'il était adopté, il serait de nature à modifier complètement les perspectives d'avenir des plantations; il vise à soustraire à la législation philippine les districts de Moro (comprenant les îles Mindanao, Sulu et Palama) et à les soumettre directement au contrôle américain, ce qui permettrait d'éviter les clauses restrictives de la législation foncière des Philippines. Les entreprises, dont 61 p. c. du capital seraient aux mains de ressortissants des Etats-Unis ou des Philippines, pourraient obtenir chacune neuf concessions de 50.000 acres chacune pour une période de soixante-quinze ans.

En outre, des agents du gouvernement américain ont parcouru les vallées de l'Amazone et différentes régions africaines dans l'espoir d'y trouver des possibilités d'y cultiver le caoutchouc. Les rapports ont été nettement défavorables.

The Financial Times,

10 avril 1926, 24 juin 1926, 12 août 1926.

L'INDUSTRIE DES HUILES VEGETALES.

Depuis six mois on a constaté en Grande-Bretagne une diminution des importations de graines oléagineuses, accompagnée d'un accroissement des importations d'huiles végétales. Suivant le Board of Trade, les importations brutes de graines oléagineuses se sont élevées pendant le 1^{er} semestre 1926 à 791.367 tonnes, contre 933.458 tonnes pour la période correspondante de 1925, soit une diminution de 15 p. c.

On peut, avec quelque apparence de raison, attribuer à la grève des mineurs britanniques la diminution des matières consommées par les huileries britanniques. Le ralentissement de leur activité a coïncidé avec une reprise de celle des usines du continent, principalement celles qui traitent l'huile de palme.

Actuellement, il est possible de charger les huiles extraites en Extrême-Orient dans les réservoirs à

ballast des steamers à destination d'Europe: ce facteur exerce une influence sur les importations d'huile, mais elle est contrebalancée par l'activité du marché des tourteaux qui favorise l'importation en Europe de la matière première.

Les importations nettes d'huiles végétales brutes ou raffinées pour le semestre écoulé, se sont élevées à 95.671 tonnes, contre 84.954 tonnes l'année dernière (1^{er} semestre) soit une augmentation de près de 11.000 tonnes.

Les importations, à l'exclusion de l'huile de soja, ont porté principalement sur les huiles de palme et de coco. Des quantités notables d'huiles de lin, de coton

et de colza ont également été introduites sur le marché anglais par des usines belges et hollandaises qui s'efforcent de le conquérir.

La consommation de la graine de lin sur le continent ne cesse d'augmenter. Les chargements d'Argentine, de l'Inde et de la Baltique, du 1^{er} janvier au 15 juillet, se sont élevés à 937.150 tonnes, dont les 3/4 à destination du continent. Cette quantité dépasse de 50 p. c. les expéditions de la même période de 1925. Cet accroissement des exportations de graines de lin est dû aux prix favorables demandés actuellement pour l'huile qui en est extraite.

The Economist, 31 juillet 1926.

STATISTIQUES

Banque Nationale de Belgique

Principaux postes des situations hebdomadaires (En milliers de francs)

ACTIF	1913	1925	1926	
	30 décembre	20 août	12 août	19 août
Encaisse :				
Or	249.026	272.284	273.866	273.866
Argent, billon et divers.	57.351	82.449	85.956	85.749
Traites et disponibilités « or » sur l'étranger	170.328	30.223	30.223	30.223
Portefeuille effets s/ la Belgique et s/ l'étranger	603.712	1.316.512	1.587.208	1.560.979
Portefeuille spécial effets et valeurs s/l'étranger	—	—	456.644	476.939
Avances sur fonds publics	57.901	274.440	437.997	416.917
Prêts s/ Bons des Provinces belges.	—	480.000	480.000	480.000
Avances à l'État pour le retrait des marks . .	—	5.200.000	5.200.000	5.200.000
Bons du Trésor escomptés en exécution de la loi du 19 mai 1926	—	—	1.025.000	1.025.000
PASSIF				
Billets en circulation	1.049.762	7.595.669	9.107.908	9.070.876
Comptes Courants particuliers.	88.333	159.290	215.029	208.394
Compte Courant du Trésor	14.541	25.669	298.359	314.212
TOTAL des engagements à vue	1.152.636	7.780.628	9.621.296	9.593.482
Quotité % de l'encaisse par rapport aux engage- ments à vue	41,36 %	4,93 %	4,05 %	4,06 %
Quotité % de l'encaisse métallique par rapport aux engagements à vue	26,59 %	4,56 %	3,74 %	3,75 %
Taux d'escompte des traites acceptées	5,— %	5,50 %	7,— %	7,— %
Taux des prêts s/ fonds publics.	5,— %	6,— %	8,— %	8,— %

Banque d'Angleterre

(En milliers de £)

	1913	1925	1926	
	27 décembre	20 août	12 août	19 août
ACTIF				
Encaisse métallique				
(Issue Department et Banking D ^e)	33.098	164.033	153.867	154.144
Placements du « Banking Depart. »				
(Effets, prêts s/ titres et fonds publics)	47.129	105.312	109.006	106.551
dont } valeurs garanties par l'Etat	11.199	33.989	36.810	34.332
} autres valeurs	35.930	71.323	72.196	72.219
PASSIF				
Billets en circulation	29.361	144.184	141.321	140.553
Comptes Courants :				
du Trésor (Trésor, Caisse d'Epargne et Caisse d'amortissements)	9.421	16.535	11.004	16.939
de Particuliers	42.091	110.239	112.165	104.831
Quotité % de l'encaisse (or, argent et billets en réserve) par rapport au solde des Comptes Courants du « Banking Department » (Proportion of reserve to liabilities)	43,1 %	31,2 %	26,2 %	27,3 %
Taux d'escompte officiel	5,— %	4,50 %	5,— %	5,— %

Banque de France

(En milliers de francs)

	1913	1925	1926	
	26 décembre	20 août	12 août	19 août
ACTIF				
Encaisse métallique	4.157.455	5.858.845	5.886.560	5.887.333
Disponibilités et avoir à l'étranger.	—	578.447	578.573	577.418
Portefeuille	1.526.383	3.253.788	5.979.577	5.967.798
Avances s/ titres, monnaies et lingots	772.403	2.877.954	2.272.370	2.227.774
Avances à l'Etat	205.398	28.200.000	37.500.000	37.150.000
Bons du Trésor français escomptés pour avances de l'Etat à des Gouvernements étrangers	—	5.096.000	5.416.000	5.421.000
PASSIF				
Billets en circulation	5.713.551	44.785.450	56.271.395	55.658.766
Comptes Courants du Trésor et des Particuliers	978.684	2.359.294	3.461.306	3.165.626
Quotité % de l'encaisse métallique par rapport aux engagements à vue	62,12 %	12,43 %	9,85 %	10,01 %
Taux d'escompte officiel	4,— %	6,— %	7,50 %	7,50 %

Reichsbank

(En milliers de Reichsmarks)

	1913	1925	1926	
	31 décembre	15 août	7 août	14 août
ACTIF				
Encaisse métallique	1.446.803	1.183.101	1.603.759	1.609.405
Devises étrangères admises dans la couverture des billets	—	357.663	486.896	405.858
Billets d'autres banques	12.765	28.285	16.122	20.127
Portefeuille effets	1.490.749	1.617.917	1.127.019	1.108.513
Avances s/ nantissement	94.473	20.310	7.714	10.651
PASSIF				
Billets en circulation	2.593.445	2.373.233	2.971.711	2.861.525
Divers engagements à vue	793.120	926.330	600.509	703.000
Quotité % de l'encaisse métallique par rapport au total des engagements à vue	42,72 %	35,86 %	44,90 %	45,15 %
Taux d'escompte officiel	5,— %	9,— %	6,— %	6,— %

Nederlandsche Bank

(En milliers de florins P.B.)

	1913	1925	1926	
	27 décembre	17 août	9 août	16 août
ACTIF				
Encaisse métallique	160.506	437.261	452.884	448.013
Portefeuille effets :				
» s/ la Hollande	67.504	88.815	52.843	51.629
» s/ l'Etranger	14.300	242.803	219.494	214.879
Avances s/ nantissement	86.026	125.300	130.690	132.415
Compte du Trésor (débit)	9.235	—	3.647	1.536
PASSIF				
Billets en circulation	312.695	871.455	823.633	815.933
Comptes courants :				
de particuliers	4.333	17.558	48.898	55.235
du Trésor (créditeur)	—	9.997	—	—
Assignations de banque	1.522	1.409	467	370
Quotité % de l'encaisse métallique par rapport aux engagements à vue	50,39 %	48,56 %	51,88 %	51,40 %
Taux d'escompte officiel	5,— %	4,— %	3,50 %	3,50 %

Mouvement des chèques postaux en Belgique.

PÉRIODES	Inscriptions au débit et au crédit		Réglé sans emploi des signes monétaires		Nombre de comptes à la fin de chaque période	Avoir total en millions de francs
	Nombre	Montant en millions de francs	Montant en millions de francs	%		
1913	580,330	1,232	—	—	4,542	14
1919	3.186.160	7.938	—	—	16,463	115
1920	9.460.934	34.229	—	—	35,610	367
1921	15.918.409	55.733	43.914	78,8	65,514	715
1922	21.904.862	72.382	59.202	81,8	93,726	748
1923	26.366.853	98.950	83.141	84,0	116,028	1.044
1924	30.909.607	118.697	100.163	84,4	137.210	799
1925	36.019.707	128.265	108.087	84,2	157.081	1.085
1926 Janvier	3.375.760	12.364	10.914	88,2	158.856	1.905
Février	3.023.914	10.308	8.731	84,7	160.675	875
Mars	3.503.256	12.396	10.517	84,8	162.399	896
Avril	3.389.507	12.850	10.964	85,3	163.759	927
Mai	3.195.225	12.926	10.999	85,0	165.054	1.015
Juin	3.369.255	14.513	11.605	80,0	167.069	1.016
1 ^{er} semestre	19.856.917	75.357	63.730			
Juillet	3.593.627	16.463	14.006	85,0	168.778	1.214

Mouvement des Chambres de Compensation en Belgique.

PÉRIODES	Nombre de chambres	Nombre de pièces compensées	Capitaux compensés en millions de francs
1908	1	83.715	981
1913	4	876.524	8.747
1919	3	364.809	10.551
1920	6	1.229.136	56.785
1921	6	1.746.581	105.151
1922	7	2.244.211	129.010
1923	20	3.125.877	191.647
1924	23	3.524.113	229.533
1925	28	3.875.611	251.385
1926 Janvier	28	331.862	23.425
Février	28	310.945	20.402
Mars	28	365.210	27.717
Avril	28	353.451	29.368
Mai	28	360.298	31.362
Juin	28	362.042	29.579
1 ^{er} semestre		2.083.808	161.853
Juillet	28	389.048	37.193

INDEX-NUMBERS EN BELGIQUE.

Indices simples de l'augmentation des prix de détail (d'après le « Moniteur belge »).

(Base: avril 1914, indice 100).

PÉRIODES	Anvers	Bruxelles	Gand	Liège	Pour le royaume entier	
Année 1920	+ bas	—	410	—	—	396
	+ haut	—	505	—	—	477
	Moyenne arithm.	—	479	—	—	455
Année 1921	+ bas	380	393	377	380	379
	+ haut	446	477	441	459	450
	Moyenne	405	420	389	403	399
Année 1922	+ bas	369	387	357	370	365
	+ haut	393	409	381	400	387
	Moyenne	380	396	365	380	373
Année 1923	+ bas	392	405	377	392	383
	+ haut	479	492	470	474	470
	Moyenne	436	447	422	434	428
Année 1924	+ bas	490	502	480	485	480
	+ haut	537	556	519	523	521
	Moyenne	512	528	498	502	501
Année 1925	+ bas	517	531	500	505	502
	+ haut	557	568	538	540	534
	Moyenne	534	549	518	522	518
Année 1926	15 janvier	548	560	531	531	527
	15 février	549	559	529	530	526
	15 mars	544	555	523	525	521
	15 avril	553	564	531	531	529
	15 mai	589	597	557	558	558
	15 juin	614	622	579	580	579
15 juillet	680	692	638	628	637	

Solde des dépôts à la caisse d'épargne (Caisse générale d'Épargne et de Retraite, sous la garantie de l'État).

Au	Nombre de livrets	Montant des dépôts sur livrets et en comptes cour. en milliers de francs	Taux en vigueur
31 décembre 1913 ...	3.116.958	1.123.406	3 % jusque 2.000 fr. et 2 % pour le surplus.
31 décembre 1919 ...	3.340.419	1.335.914	
31 décembre 1920 ...	3.507.872	1.534.864	
31 décembre 1921 ...	3.742.289	1.742.874	3 % jusque 5.000 fr. et 2 % pour le surplus.
31 décembre 1922 ...	3.858.267	1.871.015	
31 décembre 1923 ...	3.911.357	2.003.728	
31 décembre 1924 ...	3.994.621	2.272.632	3,60 % jusque 10.000 fr. et 2,40 % pour le surplus.
31 décembre 1925 ...	4.147.930	2.620.815	
31 janvier 1926	—	2.634.110	4 % jusque 12.000 fr. et 3 % pour le surplus.
28 février 1926	—	2.637.989	
31 mars 1926	—	2.656.905	
30 avril 1926	—	2.665.695	
31 mai 1926 (1)	4.177.473	2.645.751	

(1) Chiffres provisoires.